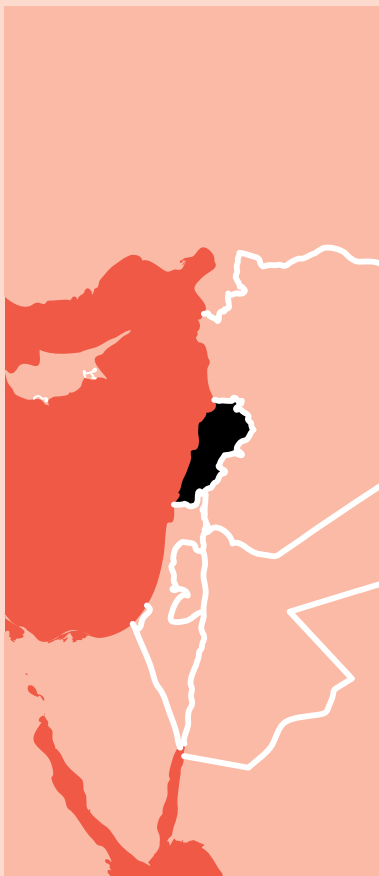




Mohamed Azakir/ Banque Mondiale

Liban : Entre stabilité et stagnation



Nous parlons de réfugiés tous les jours. Les politiciens, les médias et, bien sûr, les acteurs humanitaires... Nous avons le sentiment qu'ils sont partout, et ils le sont réellement. Mais nous n'entendons presque jamais leur voix.

Un acteur humanitaire au Liban.

L'afflux de réfugiés syriens au Liban depuis 2011 a créé une crise migratoire massive. Le pays accueille actuellement le pourcentage le plus élevé de réfugiés par habitant dans le monde, ce qui exerce une pression énorme sur son infrastructure et ses services de base déjà fragiles. Les relations avec la Syrie n'ont pas été faciles. L'implication historique de ce voisin dans les affaires intérieures libanaises

et la guerre civile (1975-1990) a suscité beaucoup de ressentiment dans certaines franges de la population. Les liens entre le gouvernement syrien et les acteurs politiques libanais (notamment le Hezbollah), ainsi que la position stratégique du Liban dans une région très agitée, n'ont fait qu'accroître la complexité de la crise. La présence depuis des décennies d'une importante population de réfugiés palestiniens est une autre source d'instabilité politique et économique. Soucieux que l'histoire ne se répète pas, le gouvernement libanais a opposé son veto à la mise en place de camps de réfugiés syriens et empêché toute assistance ou autre soutien qui pourrait encourager les réfugiés à rester.

Le Liban est un environnement humanitaire inhabituel au sens où l'accès physique à la population affectée est relativement aisé : le pays est très petit, avec des infrastructures de communication développées et relativement peu de problèmes de sécurité. C'est aussi une base très attrayante pour le personnel humanitaire international : les conditions de travail et de vie sont bonnes, les conditions de sécurité également, les marchandises et les activités de loisirs nombreuses, et le personnel des organisations peut faire venir sa famille auprès de lui.

D'une réponse internationale à une réponse menée localement

Un grand nombre d'organisations de la société civile libanaise (OSC) sont impliquées depuis des années dans la fourniture de services de base et ont été parmi les premiers acteurs



Le Liban est un environnement humanitaire inhabituel au sens où l'accès physique à la population affectée est relativement aisé : le pays est très petit, avec des infrastructures de communication développées et relativement peu de problèmes de sécurité.

à répondre à la crise des réfugiés. Même si elles ont initialement été perçues par les acteurs internationaux comme manquant de neutralité et d'impartialité, en 2014, lorsque la réponse

internationale s'est tournée vers les communautés hôtes, les ONG internationales ont commencé à considérer les OSC locales comme des sous-traitants naturels, voire des partenaires égaux. Alors qu'il existe toujours une concurrence entre les organisations libanaises et les ONG internationales pour les fonds, le leadership et la visibilité, les tensions se sont dissipées à mesure que l'attention s'est tournée vers la manière dont la « localisation de l'aide » va évoluer dans les années à venir. Le gouvernement a restreint les permis de travail du personnel humanitaire étranger, et de nombreux Libanais ont pris ces postes. Même si, souvent, ceux-ci n'avaient aucune expérience humanitaire, un représentant des Nations unies a estimé que « l'opération a bénéficié d'un très haut niveau d'éducation en ce qui concerne le personnel national. Cela a donc également contribué à des normes très élevées en termes de qualité ».





Groupe URD

La position du gouvernement à l'égard des réfugiés syriens est ambivalente. D'une part, elle les a découragés de s'installer sur le long terme et, d'autre part, elle a exigé que la réponse à leurs besoins soit intégrée dans les systèmes nationaux de santé et d'éducation. Les autorités ont également contribué à la conception d'une réponse qui va au-delà d'une intervention humanitaire classique. Seuls 20 % environ des réfugiés syriens vivent dans des campements de tentes informels, les autres étant répartis au sein des populations hôtes dans les zones urbaines et périurbaines. La situation libanaise est par conséquent une situation hybride qui se rapproche dans une certaine mesure d'un contexte de déplacement interne, en dépit des contraintes juridiques importantes qui pèsent sur les Syriens en termes de résidence et de travail.

Vers une réponse uniquement axée sur les transferts monétaires

Cet environnement très particulier - une crise prolongée avec des réfugiés et des populations hôtes dans un pays cher à revenu intermédiaire - a encouragé le système humanitaire à innover et à s'adapter. L'un des changements les plus importants a été l'évolution progressive de l'assistance vers un système uniquement axé sur les transferts monétaires. Cela a commencé à la fin de l'année 2015, lorsque les principaux fournisseurs de transferts monétaires ont introduit une carte électronique unique intégrant les différentes formes disponibles de transferts d'argent (avec des montants et des fréquences de paiement variables, de l'argent liquide sans restriction versus de l'argent contre nourriture, etc.). En 2017, les bailleurs de fonds

ont décidé de garantir aux réfugiés syriens un montant mensuel fixe inconditionnel d'aide monétaire pendant trois ans. La création de ce système uniquement axé sur les transferts monétaires est considérée comme l'une des plus grandes réalisations humanitaires récentes, non seulement au Liban mais aussi, de façon plus générale, dans l'ensemble du système humanitaire. Ces changements reposent sur une approche et une vision à plus long terme pour les réfugiés et les communautés hôtes, comme l'explique un représentant des bailleurs de fonds :

Nous avons toujours dit que si nous essayons de réformer le secteur de l'aide via transferts monétaires, cela ne peut pas se faire seulement en deux ou trois ans. Il faut en faire un objectif à plus long terme, avec une sorte de filet de sécurité sociale pour les plus vulnérables.

Les blessures invisibles du conflit

Après sept années d'évolution, la situation exceptionnelle des réfugiés se confond désormais avec la situation « normale ». Les réfugiés sont dispersés parmi les populations hôtes vulnérables qui présentent des besoins similaires, ce qui accroît la complexité de la réponse et le risque de tensions entre communautés et au sein de chacune d'elles, par exemple au sujet de l'accès aux soins. Parmi les communautés les plus vulnérables, certaines semblent négligées parce que très isolées, en raison de leur statut ou de leurs besoins spécifiques (les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, les réfugiés palestiniens et les réfugiés vivant dans de petites installations informelles isolées). Comme l'a expliqué un représentant d'une ONG internationale :

J'ai l'exemple d'une famille qui vivait dans un immeuble à Tripoli, avec une personne âgée qui n'était pas sortie depuis son arrivée au Liban et qui n'[en] avait probablement pas la capacité [physique]. C'était un immeuble avec des escaliers, probablement sans installations dans la salle de bain, rien, et elle n'avait pas de fauteuil roulant. Ces personnes deviennent un peu transparentes, mais il existe des difficultés contextuelles et structurelles : il faut les localiser et assurer leur suivi.

Dans un pays où toutes les blessures des guerres ne sont pas encore refermées, les réfugiés syriens ont été accueillis avec compassion. Toutefois, au fil du temps, le traumatisme psychologique de la guerre commence à être oublié. Avec leurs proches restés en Syrie et toujours en danger, mais aussi des perspectives d'avenir en ruines,



La situation libanaise est par conséquent une situation hybride qui se rapproche dans une certaine mesure d'un contexte de déplacement interne, en dépit des contraintes juridiques importantes qui pèsent sur les Syriens en termes de résidence et de travail.

les Syriens doivent vivre avec le stigmate d'être des réfugiés et la honte d'être dépendants de l'aide. Ces traumatismes sont rarement évoqués ouvertement, ce qui les rend difficiles à identifier et à traiter. Les interventions d'aide doivent intégrer une prise de décision plus localisée avec la population affectée, en particulier avec les jeunes, qui ont été violemment propulsés vers la vie adulte et qui portent une lourde charge pour subvenir aux besoins de leur famille, mais qui sont incapables de poursuivre leur vie, de se marier et de fonder une famille à part entière.

De la stabilité au développement à plus long terme ?

Sept ans après son début et en l'absence d'une solution à court terme, l'impact de la crise syrienne sur le Liban ne cesse de croître. Il est en effet très probable que tous les réfugiés syriens puissent rentrer chez eux, du moins dans un avenir proche. Même si la réponse de

l'aide a permis pour l'instant de mettre en place un relatif degré de stabilité au Liban, la question demeure quant au fait de savoir comment la transition peut se faire vers un développement à plus long terme. Pour que la stabilité ne se transforme pas en stagnation, les futurs programmes d'aide devront adopter une vision politique de la société qui tienne compte de la dynamique spécifique de ce contexte et vise à la transformation sociale. Les réfugiés sont peut-être au centre des débats actuels et de la réponse de l'aide, mais ils continuent d'être exclus des décisions qui auront un impact sur leur vie. Il faudra donc leur donner la parole, ainsi qu'à d'autres personnes vulnérables au Liban. • **NAWAL KARROUM, GROUPE URD**

Cette synthèse s'appuie sur une étude de cas réalisée par le Groupe URD pour le SOHS 2018. L'étude de cas complète est disponible en ligne : sohs.alnap.org